

Union Monétaire Ouest Africaine
Comité de Stabilité Financière dans l'Union Monétaire Ouest Africaine
(CSF-UMOA)

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 29^{EME} SESSION ORDINAIRE DU CSF-UMOA

Ouagadougou, le 30 juin 2026



Le Comité de Stabilité Financière dans l'Union Monétaire Ouest Africaine (CSF-UMOA) a tenu sa 29^{ème} session ordinaire, le mardi 30 juin 2026, dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Ouagadougou, au Burkina.

Le Comité a analysé l'environnement macrofinancier, sur le plan international et interne à l'Union, au cours du premier trimestre de l'année 2026. A cet égard, il a noté que l'activité économique mondiale a affiché une dynamique globalement positive, en dépit d'un environnement international peu favorable marqué par les tensions sécuritaires et géopolitiques, notamment celles observées au Moyen-Orient, ainsi que les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales liées à la fermeture du détroit d'Ormuz. La tendance favorable de l'activité s'est également confirmée au niveau régional avec une croissance soutenue des économies des pays membres de l'UMOA.

Dans ce contexte, le Comité a constaté que le secteur financier de l'UMOA a continué de faire preuve d'une résilience appréciable nonobstant la persistance de multiples incertitudes.

A cet égard, le secteur bancaire s'est consolidé, comme en témoigne l'amélioration du ratio moyen de solvabilité globale, qui demeure au-dessus du seuil réglementaire. S'agissant du secteur des assurances, il a maintenu des niveaux de couverture des engagements réglementés supérieurs aux exigences prudentielles. Concernant le marché financier régional, les indices de référence ont enregistré des performances favorables, traduisant le maintien de la confiance des investisseurs. En outre, le secteur de la prévoyance sociale est resté dynamique et financièrement équilibré, avec des ressources adéquates pour faire face à ses engagements à court terme.

Tout en relevant ces évolutions favorables, le Comité a identifié plusieurs vulnérabilités de sources externes et internes, susceptibles de compromettre la résilience du secteur financier de l'UMOA à court et moyen termes.

Au niveau international, les incertitudes entourant l'évolution des tensions sécuritaires et géopolitiques pourraient à terme entraîner une hausse des coûts de transport et de l'énergie, alimentant ainsi les pressions inflationnistes, et obérer les perspectives de croissance mondiale.

Au plan régional, les vulnérabilités qui restent principalement attribuables à la dégradation persistante du contexte sécuritaire dans certaines zones de l'Union, sont susceptibles d'entraver les activités économiques et compromettre les perspectives de croissance. De plus, l'Union fait face à des risques émergents, notamment les cyberattaques, dont la matérialisation pourrait avoir des incidences significatives sur la stabilité macroéconomique et financière.

Prenant en considération l'ensemble de ces éléments, le Comité a formulé des recommandations à l'endroit des Etats membres et des Autorités de régulation et de supervision du secteur financier de l'Union, aux fins de renforcer leur vigilance face aux facteurs de risque qui pèsent sur la stabilité financière. Il les a exhortés à consolider leur coopération et à poursuivre les actions entreprises pour soutenir la résilience du secteur financier régional et maintenir une bonne dynamique de croissance.

Fait à Ouagadougou, le 30 juin 2026

Pour le Président,

le Vice-Gouverneur de la BCEAO

Mamadou DIOP